



Conseil des ministres africains chargés de l'eau
Banque africaine de développement
Union Africaine

PARTIE I

L'eau, facteur essentiel pour le développement durable en Afrique : Nos actions et réalisations

1. Nous, ministres africains de l'eau, présents à la Première Semaine africaine de l'eau, sommes convaincus que garantir la sécurité de l'eau à travers la gestion équitable et durable de l'eau est et doit rester la toute première priorité de développement sur le continent dans les prochaines années. Pour l'Afrique, il est impératif d'atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) à l'horizon 2015 dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, ainsi que les autres objectifs liés à l'eau qui sont la réduction de la pauvreté, de la faim, de la mortalité infantile, de la mortalité maternelle et des grandes maladies. La Vision africaine de l'eau 2025 continuera de sous-tendre nos actions.

2. Au cours des cinq dernières années, nos Chefs d'État et de Gouvernement ont fait preuve d'un haut niveau d'engagement et de leadership politiques qui ont permis de mettre au cœur de notre Agenda pour le développement régional les problèmes de l'eau en Afrique. Nous rappelons que la Conférence panafricaine sur la mise en œuvre et le partenariat (décembre 2003) a été suivie, dans un délai très court, de la Déclaration de Syrte par les Chefs d'État et de Gouvernement de l'Union africaine en janvier 2004, concernant la reconnaissance d'AMCOW en tant que Comité technique spécialisé de la Commission de l'Union Africaine. A leur sommet de février 2008, les Chefs d'État et de Gouvernement ont décidé de consacrer le Sommet de juillet 2008 à l'eau et l'assainissement.

3. Lors de sa Sixième session, AMCOW a examiné la question de savoir quel était le meilleur moyen d'accélérer les actions menées en vue de l'atteinte des OMD, notamment dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. Nous reconnaissons que des progrès notables ont été accomplis par nos pays respectifs, mais que beaucoup reste encore à faire. Nous

Première Semaine africaine de l'eau

Tunis, du 26 au 28 mars 2008

Conseil des ministres africains de l'eau (AMCOW)

Déclaration ministérielle sur l'accélération de la sécurité de l'eau pour le développement socioéconomique de l'Afrique

avons en conséquence pris un certain nombre de mesures favorables, comprenant notamment :

- l'adoption d'un vaste programme de travail destiné à appuyer les actions menées en vue de la réalisation des OMD dans les domaines de l'eau, de l'assainissement, l'établissement du fonds d'affectation spéciale d'AMCOW destiné à faciliter le financement des actions relatives à l'atteinte des OMD, l'établissement de la Facilité africaine de l'eau et le lancement de l'Initiative pour l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement en milieu rural ;
 - le renforcement de la collaboration avec la société civile en officialisant les relations établies avec le Réseau de la société civile africaine pour l'eau et l'assainissement (ANEW) ;
 - le renforcement de la collaboration avec les organisations africaines de bassins hydrographiques (RAOB) ;
 - l'établissement d'une étroite collaboration avec le G8, dont les sommets des cinq dernières années ont adopté des initiatives sur l'eau en Afrique, ainsi que la coopération avec l'Union européenne pour la mise en œuvre de l'initiative de l'UE pour l'eau en Afrique.
4. Nous avons aussi accompli des progrès dans notre objectif d'inscrire la problématique de l'assainissement parmi les priorités de notre agenda pour le développement du continent, grâce au soutien d'un certain nombre de partenaires internationaux. Ce qui nous a permis de procéder à une évaluation exhaustive des défis en la matière et d'adopter en conséquence en février 2008 la récente Déclaration de eThekweni (Durban) sur l'assainissement. Nous saluons également la Déclaration UE-Afrique sur l'assainissement qui invite la communauté internationale à soutenir nos efforts pour le développement de l'assainissement en Afrique.
5. Nous avons institué la Semaine africaine de l'eau pour discuter des opportunités et des défis concernant la réalisation de la sécurité de l'eau pour le développement socioéconomique de l'Afrique dans le cadre des missions de AMCOW.

6. Lors de la Première semaine africaine de l'eau, nous avons discuté des principaux thèmes suivants : la plate-forme d'infrastructures pour la sécurité de l'eau en Afrique, la réalisation des OMD pour l'eau et l'assainissement, le financement de l'infrastructure pour la sécurité de l'eau, le changement climatique et l'adaptation, comment faire face aux défis environnementaux et sociaux, le développement institutionnel et le renforcement des capacités.

PARTIE II

Partenariat pour des actions au niveau régional et national en vue d'accélérer la sécurité de l'eau pour le développement socioéconomique de l'Afrique

7. Nos Chefs d'État et de Gouvernement de concert avec les autres dirigeants du monde ont réaffirmé les engagements de la communauté internationale en faveur du Partenariat mondial pour le développement tel que défini dans la Déclaration du millénaire, à travers le Consensus de Monterrey et dans le Plan de mise en œuvre de Johannesburg.

8. Nous nous félicitons vivement du soutien et de la solidarité de la communauté internationale envers l'Afrique et AMCOW pour nous aider à relever les défis de l'eau et de l'assainissement. En vue de répondre aux besoins spécifiques de l'Afrique, nous demandons instamment à nos Gouvernements, aux organisations nationales et régionales, à la communauté internationale et aux partenaires au développement de fournir une assistance concrète, substantielle et tangible aux initiatives à effet rapide ci-après :

a. Plate-forme d'infrastructure pour la sécurité de l'eau

- Mobiliser des investissements pour parvenir à une plate-forme d'infrastructures nécessaires en vue de réduire la pauvreté et de réaliser la croissance économique et le bien-être social ;
- Faciliter le développement de l'infrastructure transfrontalière ;
- développer des plans et stratégies nationaux pour l'atteinte de la sécurité de l'eau ;
- renforcer l'information, les connaissances et les capacités de suivi.

b. Réaliser les OMD pour l'eau et l'assainissement

- utiliser au mieux les ressources existantes et mobiliser des moyens financiers et techniques auprès des secteurs public et privé et des utilisateurs, pour le développement de l'infrastructure de l'eau et de l'assainissement, et le renforcement des capacités institutionnelles, techniques et managériales à tous les niveaux ;
- accorder une priorité aux dépenses afférentes à l'eau et à l'assainissement dans les budgets nationaux ;
- augmenter systématiquement les ressources allouées aux gouvernements locaux pour la mise en œuvre des projets d'eau et d'assainissement ;

- élaborer des mécanismes appropriés de suivi et d'évaluation pour l'alimentation en eau et l'assainissement aux niveaux local, des bassins, national et régional ;

- présenter aux partenaires au développement un « Plan d'investissement pour les OMD en matière d'eau et d'assainissement en Afrique » afin d'atteindre les OMD y compris l'identification des ressources financières à mobiliser en vue de l'endossement dudit plan par le G8 et par le sommet sur les OMD ;

- demander à la BAD et au Programme eau et assainissement (WSP/Afrique) de la Banque mondiale de continuer à entreprendre des études sectorielles, en vue d'informer AMCOW des progrès réalisés et des difficultés rencontrées vers la réalisation des OMD ;

- établir un processus d'évaluation par les pairs, pour le suivi de la performance des pays membres ayant adhéré à cette idée dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

c. Financement des infrastructures pour la réalisation des objectifs de sécurité de l'eau

- placer l'impact positif des infrastructures de mobilisation des ressources en eau et d'assainissement sur le développement au cœur de nos stratégies de financement ;
- renforcer le poids de l'infrastructure pour l'eau et l'assainissement dans les plans de développement national et les dépenses publiques, et consacrer une part croissante du financement multilatéral à l'infrastructure ;
- mobiliser davantage de ressources financières au profit des autorités locales pour les infrastructures d'eau potable ;
- assurer l'appropriation par l'Afrique du contrôle public et du cadre juridique en vue de protéger les intérêts publics, en particulier ceux des populations pauvres et vulnérables ;
- approfondir nos relations de partenariat régional en matière d'infrastructures, coopérer pour la gestion des ressources en eaux partagées, et explorer les possibilités d'investissements d'infrastructures d'importance régionale ;
- assurer la cohérence entre nos rapports financiers et les impacts économiques et sociaux enregistrés.

d. Changement climatique et adaptation

- mettre en place des mesures d'adaptation, afin d'assurer la sécurité durable de l'eau pour les besoins sociaux, économiques et environnementaux ;
- promouvoir la coopération en matière d'élaboration de systèmes efficaces d'alerte précoce pour la prévention et l'atténuation des catastrophes liées à l'eau, en vue de réduire les effets néfastes du changement climatique sur le développement économique, la sécurité alimentaire et les actions de lutte contre la pauvreté ;
- encourager l'utilisation efficiente de l'eau, par des mesures appropriées telles que la gestion de la demande, la réutilisation de l'eau et d'autres options techniques d'utilisation optimale des ressources en eau disponibles.

e. Utilisation agricole de l'eau

- se réengager dans l'utilisation agricole de l'eau en Afrique, y compris en matière d'irrigation, de drainage et de captage des eaux de pluie ;

- soutenir le NEPAD dans la mise en œuvre de la nouvelle Initiative pour l'utilisation agricole de l'eau (AgWA) qui répond au pilier 1 du NEPAD « Programme de développement global de l'agriculture en Afrique (CAADP) » ;

- augmenter les investissements afin d'assurer une plus solide, large base et durable apport des fonds, aussi bien pour le soutien des stratégies sectorielles que des politiques en matière d'utilisation agricole de l'eau.

f. Exploitation des eaux souterraines

- exploiter les eaux souterraines locales afin d'améliorer les conditions de vie et gérer les risques liés au changement climatique ;

- formaliser le dialogue sur la gestion des eaux souterraines en Afrique et mettre en œuvre la feuille de route de la Commission africaine des eaux souterraines.

g. Captage et réutilisation des eaux

- soutenir les stratégies de captage des eaux afin de compléter la mise en œuvre des OMD relatifs à l'eau et l'adaptation au changement climatique en Afrique ;

- soutenir le développement et la mise en œuvre de la réutilisation des eaux comme partie intégrante de la stratégie de conservation des eaux.

h. Faire face aux défis environnementaux et sociaux

- établir l'équilibre entre les composantes sociales, environnementales et économiques en matière d'infrastructure de l'eau ;

- rendre opérationnels les principes de gestion intégrée des ressources en eau en vue de leur exploitation optimale à des fins économiques, sociales et environnementales.

i. Développement institutionnel et renforcement des capacités

- Développer des capacités institutionnelles et des ressources humaines à tous les niveaux et pour tous les acteurs dans le secteur de l'eau et de l'assainissement ;

- Soutenir le renforcement des gouvernements locaux et développer leurs capacités à mettre en œuvre et à gérer les programmes décentralisés.

9. Nous exhortons la communauté internationale à honorer ses engagements pour accroître les moyens financiers en faveur des investissements en eau et assainissement.

PARTIE III

Principaux messages et décisions suggérés au Sommet de l'Union africaine

10. Nous recommandons avec déférence aux Chefs d'État et de gouvernement de l'UA de :

a. approuver le statut d'AMCOW comme Comité Technique spécialisé de l'Union ;

b. faire de la Facilité africaine de l'eau et de l'Initiative eau et assainissement en milieu rural un point permanent à l'ordre du jour des délibérations et dialogues avec les partenaires internationaux ;

c. encourager les États membres et les institutions régionales appropriées à développer d'urgence des stratégies d'adaptation aux changements climatiques et à les intégrer dans les plans de gestion des ressources en eau ;

d. entériner la Déclaration d'eThekweni (Durban) sur l'assainissement et les mesures d'accompagnement ;

e. promouvoir le soutien politique et la mise en œuvre continue de la déclaration de Syrte sur l'agriculture et l'eau ;

f. prioriser et accroître les budgets nationaux alloués à l'eau et l'assainissement ;

g. utiliser l'eau pour promouvoir la coopération et le partage des retombées bénéfiques entre pays.

PARTIE IV

Principaux messages au Sommet du G8 de 2008 au Japon

11. Nous rappelons que, lors de ses derniers sommets, le G8 a adopté un certain nombre d'initiatives pour l'eau en Afrique et invitons le Sommet de 2008 du G8 au Japon à :

a) mettre en œuvre les initiatives respectives du G8 pour l'eau en Afrique, notamment le Plan d'Evian sur l'eau de 2003, l'initiative du G8 – Royaume-Uni sur l'eau (2006), l'initiative du G8 – Allemagne sur les eaux transfrontalières (2007) et le plan d'action de Kananaskis ;

b) soutenir la mise en œuvre de la Déclaration de Durban sur l'assainissement en tant que résultat essentiel de la Première semaine africaine de l'eau dans le sens de la réalisation des OMD et le développement socio-économique de l'Afrique ;

c) prendre des mesures pour répondre aux besoins spécifiques de l'Afrique en matière d'adaptation au changement climatique, face aux menaces et à la vulnérabilité de son développement socioéconomique ;

d) honorer leurs engagements et aider à mobiliser des ressources substantielles pour la Facilité africaine de l'eau.

PARTIE V

Autres questions

Deuxième Semaine africaine de l'eau 2009/2010

12. Nous réitérons nos remerciements au Gouvernement du Kenya, au PNUE, à Un-Habitat et à l'UNESCO d'avoir accepté d'abriter la Deuxième Semaine africaine de l'eau 2009/2010 qui se tiendra à Nairobi au Kenya.

Endossement des résultats de la Première

Semaine africaine de l'eau, Tunis

13. Nous endossons les résultats, conclusions et recommandations du 28 mars 2008 à Tunis.

Remerciements

a. Nous exprimons notre gratitude envers le Gouvernement de la République de Tunisie pour avoir abrité la Première semaine africaine de l'eau.

b. Nous exprimons nos vifs remerciements au Président et à la Direction de la Banque africaine de développement pour leur ferme engagement en faveur des actions destinées à relever les sérieux défis de l'eau et de l'assainissement en Afrique, et pour leur soutien constant et substantiel à AMCOW. Nous nous féli-

citons vivement des efforts déployés par la Banque pour l'organisation avec succès de la Première semaine africaine de l'eau.

c. Nous apprécions vivement le soutien constant qui a été apporté à AMCOW par les institutions des Nations Unies, notamment le Conseil consultatif du Secrétaire général des Nations Unies sur l'eau et son Président S.A.R. Prince Willem-Alexander, Prince d'Orange ainsi que le Groupe eau – Afrique des Nations Unies.

d. Nous nous félicitons du soutien et des contributions de nos partenaires au développement ;

e. Nous avons tiré parti, dans une large mesure, de la coopération constante avec les organisations de la société civile et des divers partenariats régionaux et internationaux pour l'eau.

Honorables ministres présents à la Première semaine africaine de l'eau

	Nom	Organisme	Fonction	Pays
1.	ABDELMALEK SELLAL	Ministère d'Etat, de l'Agriculture, de l'Hydraulique	Ministre des Ressources en Eau	Algérie
2.	JOSE MARIA DE VASCONCELOS	Ministry of Energy and Water Affairs	Minister	Angola
3.	ANATOLE KANYENKIKO	Ministère de l'Environnement	Ministre et membre, AMCOW EXCO	Burundi
4.	FRITZGERALD NAZAKO	Ministre de l'Energie et de l'Eau	Vice Ministre et membre, AMCOW EXCO	Cameroun
5.	BRUNO JEAN RICHARD ITOUA	Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique	Ministre et Président de l' AMCOW	Congo
6.	ABDOULKADER KAMIL	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Mer	Ministre	Djibouti
7.	DINGAMO ATO ASFAW	Ministry of Water Resources	Minister and Member, AMCOW EXCO	Ethiopie
8.	SYLVAIN MOMOAJAMBO	Ministère des Mines, de l'Energie, du Pétrole et des Ressources Hydrauliques	Ministre Délégué	Gabon
9.	YANKUBA TOURAY	Department of State for Fisheries and Water	Secretary of State	Gambie
10.	CECILIA ABENA DAPAAH	Ministry of Water Resources, Works and Housing	Minister of State and Member, AMCOW EXCO	Ghana
11.	KOMATA GOUMOU NIAGA	Ministère de l'Hydraulique et de l'Energie	Ministre	Djibouti
12.	JOHN MUNYES KIYONG'A	Ministry of Water and irrigation	Minister	Kenya
13.	MONYANE MOLELEKI	Ministry of Water Resources	Minister and Member, AMCOW EXCO	Lesotho
14.	AHMED SOW	Ministère des Mines de l'Energie et de l'Eau	Ministre	Mali
15.	OUMAR OULD YALI	Ministère de l'Hydraulique et de l'Energie	Ministre et Vice Président de l' AMCOW	Mauritanie
16.	ZACARIAS FELICIO PEDRO	Ministry of Public Works and Housing	Minister	Mozambique
17.	PAUL ALBERTUS SMIT	Ministry of Agriculture, Water and Rural Development	Deputy Minister	Namibie
18.	ADEMOLA SERIKI RASAQ	Federal Ministry of Agriculture and Water Resources	Minister	Nigeria
19.	BIKORO MUNYANGANIZI	Ministry of Land, Environment, Forestry, Water and Mines	Minister	Rwanda
20.	OUMAR SARR	Ministère de l'Hydraulique et du Réseau Hydrographique National	Ministre et Vice Président de l' AMCOW	Sénégal
21.	ALI MOHAMMED KAMAL	Ministry of Irrigation & Water Resources	Minister	Soudan
22.	CHRISTOPHER K CHIZA	Ministry of Water and Irrigation	Deputy Minister	Tanzanie
23.	MOHAMED HABIB HADDAD	Ministère de l'Agriculture et des Ressources Hydriques	Ministre et membre, AMCOW EXCO	Tunisie
24.	MARIA MUTAGAMBA	Ministry of Water and Environment	Minister	Ouganda
25.	GLADYS LUNDWE	Ministry of Energy and Water Development	Deputy Minister	Zambie